

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île de France

Service Politiques et Police de l'Eau

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL N° 2024/DRIAT/SPPE/141 *du*
COMPLÉMENTAIRE A L'ARRÊTÉ N° 2016 / 934 DU 1^{ER} AVRIL 2016 PORTANT
AUTORISATION DE LA CRÉATION ET L'EXPLOITATION DE LA LIGNE 15 SUD
DU RÉSEAU DU GRAND PARIS EXPRESS**

07 NOV. 2024

SUR LES COMMUNES DE

**BAGNEUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, CHÂTILLON, CLAMART, ISSY-LES-MOULINEAUX,
MALAKOFF, MEUDON, MONTROUGE, SAINT-CLOUD, SÈVRES, VANVES
DANS LE DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE,**

**ALFORTVILLE, ARCUEIL, BONNEUIL-SUR-MARNE, BRY-SUR-
MARNE, CACHAN, CHAMPIGNY-SUR-MARNE, CHEVILLY-LARUE, CHOISY-LE-ROI,
CRÉTEIL, IVRY-SUR-SEINE, JOINVILLE-LE-PONT, L'HAY-LES-ROSES, MAISONS-ALFORT,
SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS, SANTENY, THIAIS, VALENTON, VILLEJUIF, VILLIERS-SUR-
MARNE, VITRY-SUR-SEINE DANS LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE,**

**CHAMPS-SUR-MARNE ET EMERAINVILLE DANS LE DÉPARTEMENT
DE SEINE-ET-MARNE,**

NOISY-LE-GRAND DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**LA PRÉFÈTE DÉLÉGUÉE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES
PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE PAR INTÉRIM
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**LE PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**LA PRÉFÈTE DÉLÉGUÉE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES
PRÉFÈTE DE LA SEINE-SAINT-DENIS PAR INTÉRIM
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet des Hauts-de-Seine – M. HOTTIAUX (Laurent) ;

VU le décret du 6 septembre 2023 portant nomination du préfet de Seine-et-Marne, M. ORY (Pierre) ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Madame DEPREZ-BOUDIER (Véronique) en qualité de préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès de la préfète du Val-de-Marne ;

VU le décret du Président de la République du 15 décembre 2021 nommant Mme Isabelle PANTEBRE, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands en vigueur ;

VU le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

VU l'arrêté initial d'autorisation n° 2016 / 934 du 1^{er} avril 2016 relatif à la création et l'exploitation de la ligne 15 Sud du réseau du Grand Paris Express sur les communes de Bagneux, Boulogne-Billancourt, Châtillon, Clamart, Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Meudon, Montrouge, Saint-Cloud, Sèvres, Vanves dans le département des Hauts-de-Seine, Alfortville, Arcueil, Bonneuil-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Cachan, Champigny-sur-Marne, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Créteil, Ivry-sur-Seine, Joinville-le-Pont, L'Haÿ-les-Roses, Maisons-Alfort, Saint-Maur-des-Fossés, Santeny, Thiais, Valenton, Villejuif, Villiers-sur-Marne, Vitry-sur-Seine dans le département du Val-de-Marne, Champs-sur-Marne et Emerainville dans le département de Seine et Marne, Noisy-le-Grand dans le département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté préfectoral n° 23/BC/178 du 21 décembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024-47 du 23 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

VU les porter-à-connaissance déposés les 23 et 29 décembre 2023 par la Société des Grands Projets, enregistrés sous le numéro n°IOTA 01 0005 2048, relatifs à des modifications apportées au projet de ligne 15 Sud du Grand Paris Express en termes notamment de prélèvements et de rejets d'eaux d'exhaure, de gestion des eaux pluviales et à la précision d'une mesure compensatoire ;

VU l'avis de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Marne-Confluence du 14 février 2024 ;

VU l'avis de la direction des services de l'environnement et de l'assainissement du Conseil départemental du Val-de-Marne du 26 janvier 2024 ;

VU l'avis de l'Office Français de la Biodiversité du 29 janvier 2024 ;

VU le courrier du 04 septembre 2024 par lequel il a été transmis au demandeur le projet d'arrêté inter-préfectoral complémentaire et l'information sur la possibilité qui lui était ouverte de présenter ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la réponse formulée par le pétitionnaire le 20 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que les études complémentaires ont mis en évidence, pour certains ouvrages, la nécessité d'ajuster la durée des pompes d'eaux d'exhaures et les volumes et débits prélevés,

CONSIDÉRANT l'actualisation de la gestion des eaux pluviales sur les gares et les modifications des compensations hydrauliques des ouvrages annexes et des gares de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express,

CONSIDÉRANT la proposition de mesure compensatoire à la destruction de frayères par l'aménagement de la gare de Pont de Sèvres et l'ouvrage annexe île-de-Monsieur,

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir que le projet n'aura pas d'impact significatif sur la gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et sur le maintien du libre écoulement des eaux,

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement sont garantis par les prescriptions imposées ci-après,

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de la Seine-et-Marne,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Autorisation de réalisation des travaux

La Société des Grands Projets (anciennement Société du Grand Paris), identifiée comme le maître d'ouvrage, ci-après dénommé « le pétitionnaire », est autorisée à réaliser les travaux demandés, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, conformément aux éléments techniques figurant dans les dossiers de porter-à-connaissance enregistrés sous le numéro 01 0005 2048, les pièces annexes et en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Dispositions concernant les prélèvements d'eau en nappes et en cours d'eau (rubriques 1.1.2.0 et 1.2.2.0)

Les dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation n° 2016/934 du 1^{er} avril 2016 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 9.2. Débit maximal de prélèvement au titre de la rubrique 1.2.2.0. sur le tracé du projet

Le pétitionnaire est autorisé à prélever les débits maximums ci-après :

Nom et localisation de l'ouvrage	Débit max (m³/h)	Durée (mois)
OA 2301P Puits d'attaque tunnelier Ile-de-Monsieur à Sèvres		
- pompage d'eaux souterraines	53	11
- pompage en Seine	85	24
Batardeau entre OA Ile-de-Monsieur et gare de Pont-de-Sèvres	850	9

Nom et localisation de l'ouvrage	Débit max (m³/h)	Durée (mois)
Gare de Pont-de-Sèvres (PDS) et connexions		
- pompage d'eaux souterraines	210	60
- pompage en Seine	25	13
OA 2203P et rameau - ZAC SAEM à Boulogne-Billancourt	100	42
OA 2201P et rameau - place de la Résistance à Issy-les-Moulineaux	48	41
Gare Issy RER	100	58
Émergence Issy RER C et connexion	56	44
OA 1402P Rue Louis Marchandise et avenue Albert Thomas à Vitry-sur-Seine	71	21
OA 1401P Centre Technique Municipal rue du Bel Air à Vitry-sur-Seine	45	16
OA 1404S Rue Gabriel Péri à Vitry-sur-Seine	200	22,5
Gare les Ardoines (GA)	80	48
Pompage complémentaire SNCF Gare Ardoines	Pompage terminé	-
OA 1302P Puits tunnelier Friche Arrighi à Vitry-sur-Seine		
- pompage d'eaux souterraines	100	16
- pompage en Seine		
- Carneaux	25	8,5
OA 1301P Rue de Rome à Alfortville	84	21
Gare de Vert-De-Maisons à Maisons-Alfort (VDM)	300	61
Pompage complémentaire SNCF Gare Vert-De-Maisons	Pompage terminé	-
OA P17/1201P Université de Créteil	95	24
Gare de Créteil L'Eclat (CLE)	100	49
CLE TUN6 Alimentation du tunnelier	30	17
OA P16/1103P Stade F. Desmond à Créteil	92	9
OA P14/1101P Rue du Port à Créteil	55	27
Gare Saint Maur Créteil (SMC)	120	62
OA P13/1003P Impasse Abbaye à Saint-Maur-des-Fossés	10	33

Nom et localisation de l'ouvrage	Débit max (m ³ /h)	Durée (mois)
OA P12/1002P Avenue Charles Floquet à Champigny-sur-Marne, en limite communale de Joinville-le-Pont	51	26
SMI à Vitry-sur-Seine	250	7
OA 14R04 Tranchée SMI à Vitry-sur-Seine	100	12
OA P15/1102P Avenue de Ceinture à Créteil	20	14

Les travaux des ouvrages susvisés sont réalisés majoritairement en parois moulées.

Pour garantir le débit de pompage, le batardeau entre l'OA Ile de Monsieur et la gare de Pont-de-Sèvres est constitué d'une paroi intérieure découpée en deux compartiments. Le dispositif de rabattement de nappe est composé de 16 puits de pompage.

Un ouvrage de prélèvement en Seine est réalisé pour l'alimentation du tunnelier au droit de l'OA 2301P Ile-de-Monsieur.

Un ouvrage de prélèvement en Seine est réalisé pour les opérations d'injections au droit de la gare Pont-de-Sèvres.

Pour les carnaux au droit de l'OA 1302P Friche Arrighi, les pompes supplémentaires identifiées pour stabiliser le fond de fouille ont fait l'objet d'un porter-à-connaissance déposé en date du 17 décembre 2021. »

ARTICLE 3 : Dispositions concernant les installations de gestion des eaux pluviales

Les dispositions de l'article 14 de l'arrêté inter-préfectoral n° 2016/934 du 1er avril 2016 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Sur l'ensemble des chantiers de la ligne 15 sud, les eaux pluviales sont collectées et rejetées conformément aux prescriptions des articles 4 et 5 du présent arrêté.

Le pétitionnaire recherche en priorité le rejet des eaux pluviales au milieu naturel plutôt que dans les réseaux d'assainissement.

La remise en état des sites après les travaux ne doit pas augmenter l'imperméabilisation initiale.

14.1 Gare de Villejuif IGR

En phase d'exploitation, les espaces verts du parc existant sont remplacés par un vaste parvis minéralisé, entraînant l'augmentation de l'imperméabilisation des sols et l'augmentation des débits à l'exutoire du site.

La gestion des eaux pluviales de cet espace sera assurée, par un ouvrage de rétention de 274 m³ au total (bassin de rétention de 250 m³ et bassin secondaire de 24 m³), équipé de regards à cloison siphon.

Le choix définitif concernant la gestion des eaux pluviales de cet espace est transmis, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, au service chargé de la police de l'eau. Des prescriptions complémentaires au présent arrêté pourront être édictées pour encadrer ces travaux

14.2 Gare de Vitry Centre

La gare de Vitry Centre s'implante au niveau du centre-ville de Vitry-sur-Seine. L'ensemble de la structure est construit à ciel ouvert sous le parc du Coteau.

Le toit à l'entrée de la gare est en continuité avec le parc du Coteau grâce à la réalisation d'une toiture végétalisée de 1,5 m d'épaisseur moyenne, variant de 0,50 mètres à 5,00 mètres d'épaisseur (Cf annexe).

14.3 Gare du Pont de Sèvres

En phase exploitation, les eaux pluviales de refoulement de la boîte gare sont rejetées en milieu naturel dans la Seine, un by-pass au réseau sera utilisé en cas de pollution.

14.4 Ouvrages annexes

En phase d'exploitation, l'infiltration des eaux pluviales est privilégiée.

Le choix définitif concernant la gestion des eaux pluviales, ouvrage par ouvrage, est transmis dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, au service chargé de la police de l'eau. Des prescriptions complémentaires au présent arrêté pourront être édictées pour encadrer ces travaux.

Les volumes de rétention par ouvrages en phase chantier et en phase exploitation sont indiqués lors de la transmission d'un porter-à-connaissance

En phase chantier, les eaux pluviales des ouvrages suivants sont rejetées en Seine : OA P13/2301P Ile de Monsieur, OA P12 2203P ZAC SAEM et OA P10/2201P Place de la Résistance.

14.5 Autosurveillance

Le pétitionnaire consigne sur un registre les éléments du suivi de l'ensemble des installations dédiées à la gestion des eaux pluviales ci-après :

- les incidents survenus ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des différents équipements composant les installations pluviales.

Ces éléments sont insérés dans le cahier de suivi de chantier.

ARTICLE 4 : Mesures compensatoires à l'implantation d'ouvrages et de bases chantiers dans le lit majeur de la Seine et de la Marne (rubrique 3.2.2.0)

Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation n° 2016/934 du 1^{er} avril 2016 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les zones de compensation sont réalisées avant les remblais les rendant nécessaires.

En phase travaux, le chantier est à l'équilibre pendant les périodes de crues (soit de novembre à juin) en termes de déblais – remblais.

Un tableau de suivi des remblais et déblais est rempli et réactualisé avant chaque période de crue, soit avant le 31 octobre, et ce chaque année. Il est inclus dans le cahier de chantier tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau tel que prévu à l'article 4 de l'arrêté initial d'autorisation n° 2016/934 du 1^{er} avril 2016 et est intégré aux bilans trimestriels.

Les ouvrages de rétention de surface des eaux pluviales ne sont pas comptabilisés dans le volume de compensation.

Les ouvrages et bases chantiers concernés sont :

- gare de Pont-de-Sèvres, ouvrages annexes de l'Ile de Monsieur, de la ZAC SAEM et de la place de la résistance localisés dans le lit majeur de la Seine dans le département des Hauts-de-Seine ;

- gares des Ardoines, de Vert de Maisons et de Créteil l'Echât, ouvrages annexes Centre technique municipal, Rue Gabriel Péri, Friche Arrighi, Rue de Rome, Université de Créteil et tranchée du SMI, ainsi que le SMI de Vitry localisés dans le lit majeur de la Seine dans le Val-de-Marne ;
- ouvrages annexes Rue du port et Impasse Abbaye localisés dans le lit majeur de la Marne dans le Val-de-Marne.

« La phase critique », mentionnée ci-après, correspond à la période à laquelle le raccordement du rameau avec le tunnel est réalisé et s'étend jusqu'au démarrage de l'exploitation. « Hors phase critique » représente la phase avant la connexion au tunnel.

Le pétitionnaire informe le service chargé de la police de l'eau des dates de raccordement au tunnel pour chaque ouvrage implanté dans le lit majeur de la Seine et de la Marne six mois avant le raccordement.

15.1 Ouvrages situés dans le lit majeur de la Seine dans le département des Hauts-de-Seine

15.1.1 Ouvrage annexe de l'Ile-de-Monsieur

L'ouvrage se situe sur la commune de Sèvres, entre la rue de Saint Cloud et la voie du tramway T2.

La cote du terrain naturel est de 30.20 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine est de 31.35 m NGF pour le puits, le puits temporaire et le bassin d'exhaure et de 31.50 m NGF pour la centrale de traitement des boues.

15.1.1.1 Emprise de l'ouvrage

Le chantier s'organise sur trois secteurs :

- le site d'implantation du puits principal ;
- une zone à l'ouest de la voie du tramway pour le puits sur le quai. Ce dernier est relié par des microtunnels permettant l'approvisionnement du tunnelier et l'évacuation des déblais au puits principal ;
- une zone pour la centrale de traitement des boues.

Une paroi périphérique permet de rehausser celles des puits (puits d'attaque et puits d'extraction des déblais) par rapport à la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine de 31.35 m NGF afin d'éviter les entrées d'eau dans ces derniers.

La centrale de traitement des boues ainsi que la base vie sont installées sur pilotis pour permettre la libre circulation des eaux en cas de crue centennale. En cas de crue, la surface et le volume des installations qui ne peuvent pas être évacuées représentent 1 558 m² et 2 102 m³ répartis comme suit :

- 1 205 m² maximum pour le puits ce qui représente 1 565,6 m³ ;
- 95,4 m² maximum pour le puits temporaire ce qui représente 124 m³ ;
- 179,2 m² maximum pour le bassin d'exhaure ce qui représente 233 m³ ;
- 78 m² maximum pour la centrale de traitement des boues ce qui représente 179,4 m³.

En phase exploitation, l'emprise de l'ouvrage de l'Ile-de-Monsieur représente une surface de 30 m² et un volume de 40 m³.

15.1.1.2 Compensation de l'ouvrage

Un décaissement de 59 cm du terrain d'implantation de l'ouvrage annexe sur 3 590 m² permet de libérer un volume de 2 118 m³.

En phase travaux, cette surface et ce volume compensent l'emprise chantier.

En phase exploitation, un décaissement de 26 cm du terrain d'implantation de l'ouvrage annexe sur 714 m² permet de libérer un volume de 183 m³. Cette surface et ce volume compensent l'emprise des émergences de l'ouvrage annexe de l'Ile-de-Monsieur ainsi que 595 m² et 143 m³ de la gare Pont de Sèvres.

15.1.2 Gare de Pont de Sèvres à Boulogne-Billancourt

Les principales installations de chantier, en dehors des travaux de la gare elle-même qui est localisée en lit mineur et majeur, sont implantées dans l'échangeur de la RD910/RD1 situé hors zones inondables. Les autres installations sont placées sur pilotis ou au-dessus de la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) pour permettre le libre écoulement des eaux, notamment la centrale de traitement des boues.

La cote du terrain naturel est comprise entre 26,75 et 31 m NGF et les cotes des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine sont de 31.50 m NGF et de 31.55 m sur le site.

15.1.2.1 Emprise de l'ouvrage

Une paroi périphérique permet de rehausser la gare par rapport à la côte des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine de 31.55 m NGF afin d'éviter les entrées d'eau dans cette dernière.

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable est de 2 983 m², ce qui représente un volume de 2 782 m³ pris à la crue.

En phase exploitation, la gare présente une surface de 595 m² et un volume de 143 m³ pris à la crue pour les émergences.

15.1.2.2 Compensation de l'ouvrage

En phase travaux, hors phase critique, la compensation de la Gare de Pont-de-Sèvres se fait par le biais d'un ennoiment des ouvrages annexes OA 2203P ZAC SAEM et 2201P Place de la Résistance (distance entre gare Pont de Sèvres et OA 2203 : 643 m, distance entre OA 2203P et OA 2201P : 798 m). L'eau inonde la fouille par l'ouverture la plus basse dans la paroi moulée périphérique de la fouille et/ou des ouvrages associés.

En phase critique, la surface à compenser est de 2 000 m² et le volume à compenser est de 1 500 m³.

En phase exploitation, la compensation s'opère sur le décaissement du terrain d'implantation de l'ouvrage annexe de l'Ile-de-Monsieur.

15.1.3 Ouvrage annexe ZAC SAEM à Boulogne-Billancourt

L'ouvrage se situe à l'intérieur de la ZAC Seguin Rives de Seine dans la zone dite du « Trapèze » sur la rive droite de la Seine à l'angle de la RD1 (Quai Georges Gorse) et de l'avenue Emile Zola.

La cote du terrain naturel est de 31.40 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine est de 31.55 m NGF.

15.1.3.1 Emprise de l'ouvrage

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier est de 2 443 m², dont 496 m² qui ne peuvent pas être évacués, ce qui représente un volume de 74 m³ pris à la crue.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 105 m² et un volume de 15 m³ pris à la crue pour les émergences.

15.1.3.2 Compensation de l'ouvrage

En phase travaux, le terrain (hormis l'emprise du puits) est décaissé sur 20 cm permettant de libérer une surface de 3 489 m² et un volume de 282 m³.

En phase exploitation, le terrain (hormis l'emprise de l'ouvrage) est décaissé sur 1 cm sur 2 443 m² minimum permettant de libérer une surface de 2 340 m² et un volume de 23 m³.

15.1.4 Ouvrage annexe Place de la résistance à Issy-les-Moulineaux

L'ouvrage se situe le long du quai Stalingrad (RD7) à proximité de la Place de la Résistance.

La cote du terrain naturel est de 30.55 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine est de 31.65 m NGF.

15.1.4.1 Emprise de l'ouvrage

En phase travaux et en phase exploitation, l'emprise au sol est de 3 225 m², dont 1 327 m² qui ne peuvent pas être évacués, ce qui représente un volume de 148 m³ pris à la crue.

15.1.4.2 Compensation de l'ouvrage

En phase travaux, hors phase critique, le terrain (hormis l'emprise du puits) est décaissé pour permettre de libérer une surface de 3 168 m² et un volume de 2 882 m³. La compensation de l'ouvrage annexe se fait également par le biais d'un ennoisement de l'ouvrage, ce qui représente un volume de 8 100 m³ rendu disponible à la crue.

En phase critique et en phase travaux, le terrain est décaissé sur 8 cm et 1 183 m² minimum. La surface à compenser est de 1 183 m² et le volume à compenser de 2 665 m³.

15.2 Ouvrages dans le lit majeur de la Seine dans le département du Val-de-Marne

Pour les ouvrages suivants, la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C) de la Seine et la cote de la Retenue Normale (R.N) sont les suivantes :

Ouvrages	R.N (m NGF)	P.H.E.C (m NGF)
OA P20/1401P CTM rue du Bel Air à Vitry-sur-Seine	29.65	35.49
OA PS21/1404S Rue Gabriel Péri à Vitry-sur-Seine	29.65	35.49
Gare des Ardoines	29.65	35.49
OA 14R04 Tranchée SMI à Vitry-sur-Seine	29.65	35.49
OA P19/1302P Puits tunnelier Friche Arrighi à Vitry-sur-Seine	29.65	35.48
OA P18/1301P Rue de Rome à Alfortville	29.65	35.48
Gare Vert de Maisons	29.65	35.48
OA P17/1201P Université de Créteil	29.65	35.48
Gare de Créteil l'Echat	29.65	35.48

15.2.1 Gare des Ardoines, SMI et ouvrages annexes Centre technique municipal. Rue Gabriel Péri et Tranchée du SMI à Vitry-sur-Seine

15.2.1.1 Emprise des ouvrages

15.2.1.1.1 Ouvrage annexe Centre technique municipal à Vitry-sur-Seine

L'ouvrage se situe au croisement des rues de Bel Air et Choisy, dans le centre technique municipal.

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable représente une surface de 2 965 m² et un volume de 3 698 m³ pris à la crue. La compensation à réaliser correspond à une surface de 2 965 m² et un volume de 3 698 m³.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 171 m² et un volume de 101 m³ pris à la crue pour les émergences, compensés à l'échelle globale de la Seine par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

15.2.1.1.2 Gare des Ardoines

La gare s'implante au droit de l'actuelle gare RER des Ardoines.

Les aménagements liés à l'interconnexion avec le RER C (extensions des quais de la SNCF) sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SNCF, au sein de la gare des Ardoines.

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable représente une surface de 9 935 m² et un volume de 8 809 m³ pris à la crue, et l'emprise du quai SNCF est de 160 m², ce qui représente un volume de 600 m³ pris à la crue, compensés à l'échelle du site par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 6 020 m² et un volume de 11 980 m³ pris à la crue pour les émergences, et le quai SNCF présente une surface de 160 m² et un volume de 600 m³ pris à la crue, compensés à l'échelle du site par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

15.2.1.1.3 Ouvrage annexe Rue Gabriel Péri

L'ouvrage se situe le long de la rue Gabriel Péri, sur la voie de raccordement entre le SMI et la gare des Ardoines.

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable représente une surface de 3 341 m² et un volume de 2 645 m³ pris à la crue, compensés à l'échelle globale de la Seine par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

La surface à compenser est de 3 341 m² et le volume à compenser de 2 645 m³.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 136 m² et un volume de 202 m³ pris à la crue pour les émergences, compensés à l'échelle globale de la Seine par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

15.2.1.1.4 Tranchée SMI

L'ouvrage OA 14R04 Tranchée du SMI est une tranchée à ciel ouvert d'accès au Site de Maintenance des Infrastructures (SMI) de Vitry-sur-Seine. Elle est située dans le prolongement du tunnel d'accès en boucle autour de la gare des Ardoines.

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable représente une surface de 2 286 m² et un volume de 3 407 m³ pris à la crue, compensés à l'échelle du site par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

La surface à compenser est de 2 286 m² et le volume à compenser de 3 407 m³.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif représente un volume de 1 833 m³ pris à la crue, compensés à l'échelle du site par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

15.2.1.1.5 SMI

Le site de maintenance et d'infrastructures (SMI) se situe dans la partie Sud jouxtant Choisy-le-Roi, en bordure ouest des voies du réseau ferré national et à 150 mètres de la Seine.

En phase travaux, l'emprise au sol est de 9 976 m² ce qui représente un volume de 38 933 m³ pris à la crue, compensés à l'échelle globale de la Seine par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif représente une surface de 13 841 m² un volume de 8 611 m³ pris à la crue, compensés à l'échelle du site par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

15.2.1.2 Compensations des ouvrages

Les compensations s'effectuent par des démolitions de bâtiments existants réalisées sur des parcelles, rue Léon Geoffroy à Vitry-sur-Seine, dont le pétitionnaire et l'EPA ORSA sont propriétaires et sont identifiées comme suit :

Démolitions au droit de la gare Ardoines :

- parcelle DJ0090 de 1 600 m² à la cote de 33,54 m NGF qui représente un volume de compensation de 3 136 m³ ;
- parcelle DJ0123 de 4 254 m² à la cote de 33,56 m NGF qui représente un volume de compensation de 8 210 m³ ;
- parcelle DJ0092 de 1 449 m² à la cote de 33,56 m NGF qui représente un volume de compensation de 2 799 m³ ;
- parcelle DJ0088 de 2 623 m² à la cote de 33,68 m NGF qui représente un volume de compensation de 4 746 m³.

Démolitions au droit de la tranchée du SMI :

- parcelle DJ0122 de 5 686 m² à la cote de 34,36 m NGF qui représente un volume de compensation de 6 425 m³ ;
- parcelle DJ0121 de 3 260 m² à la cote de 34,54 m NGF qui représente un volume de compensation de 3 097 m³ ;
- parcelle DJ0120 de 1 808 m² à la cote de 34,70 m NGF qui représente un volume de compensation de 1 428 m³.

Les travaux de démolitions des bâtiments existants nécessaires à la compensation des ouvrages gare des Ardoines, SMI et ouvrages annexes Centre technique municipal, Rue Gabriel Péri, Friche Arrighi et tranchée du SMI à Vitry-sur-Seine débutent en priorité afin de proposer les surfaces et les volumes d'expansion de la crue.

15.2.2 Ouvrage annexe 1302 Friche Arrighi à Vitry-sur-Seine

L'ouvrage se situe quai Jules Guesde au niveau de la friche Arrighi.

La cote moyenne du terrain naturel est de 35,80 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine est de 35,48 m NGF.

15.2.2.1 Emprise de l'ouvrage

En phase travaux, seule l'emprise sud du chantier en bordure de Seine est inondable pour la crue centennale. Elle représente une surface prise à la crue de 9 733 m² et un volume de 15 097 m³.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif est au-dessus des plus hautes eaux connues et n'est pas inondable pour la crue centennale.

15.2.2.2 Compensation de l'ouvrage

En phase travaux, la compensation est obtenue en partie sur site, en surface (10 317 m²) et en volume (15 097 m³) en rendant inondables les casiers situés sur l'emprise chantier, complétée par la compensation à l'échelle globale de la Seine par la démolition des bâtiments existants visés à l'article 15.2.1.2.

15.2.3 Ouvrage annexe 1301 Rue de Rome à Alfortville

L'ouvrage se situe au croisement de la rue de Rome et des rues de Madrid et de Liège.

La cote du terrain naturel est de 32.19 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine est de 35.48 m NGF.

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable représente une surface de 2 130 m² et un volume de 1 235 m³ pris à la crue, compensés en partie sur site par la démolition de bâtiments existants permettant de libérer une surface de 139 m² et un volume de 1 881 m³ ; le volume restant est compensé à l'échelle globale de la Seine, en lien avec l'article 15.2.1.2.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 132 m² et un volume de 458 m³ pris à la crue pour les émergences, compensés sur site par la démolition de bâtiments existants permettant de libérer 18 m³ pour la compensation globale à l'échelle de la Seine.

15.2.4 Gare de Vert de Maisons à Alfortville

L'ouvrage se situe en limite des communes d'Alfortville et de Maisons Alfort. Elle occupe une partie du parvis de la gare RER D existante, dont elle assure la correspondance.

La cote du terrain naturel est de 32.06 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine est de 35.48 m NGF.

15.2.4.1 Emprise de l'ouvrage

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable représente une surface de 1 896 m² et un volume de 7310 m³ pris à la crue. Les emprises chantier de la SNCF (travaux de réfection de quais) représentent un volume de 555 m³ pris à la crue.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 3 195 m² et un volume de 6 740 m³ pris à la crue pour les émergences.

15.2.4.2 Compensation de l'ouvrage

Les compensations se font sur site par la démolition de bâtiments existants permettant de libérer une surface de 1 896 m² et un volume de 5 828 m³.

En phase travaux, les solutions de compensations mises en œuvre doivent être suffisantes pour compenser en totalité et par tranches altimétriques les surfaces et volumes pris à la crue définis à l'article 15.2.4.1.

En phase exploitation, les solutions de compensations mises en œuvre doivent être suffisantes pour compenser en totalité et par tranches altimétriques les surfaces et volumes pris à la crue par l'emprise de l'ouvrage.

Toute solution ou ajustement des dimensions est portée à la connaissance du service police de l'eau avant sa réalisation.

Les nouvelles propositions de compensations doivent être transmises pour avis préalable au service police de l'eau avant leur réalisation.

Les travaux de démolitions des bâtiments existants nécessaires à la compensation de l'ouvrage débutent avant la construction de la gare afin de préserver les surfaces et les volumes d'expansion de la crue.

15.2.5 Ouvrage annexe Université de Créteil

L'ouvrage se situe sur une parcelle de l'Université de Paris Est, rue Pasteur Vallery Radot.

La cote du terrain naturel est de 34.21 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine est de 35.71 m NGF.

15.2.5.1 Emprise de l'ouvrage

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable représente une surface de 1405 m² et un volume de 770 m³ pris à la crue.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 205 m² et un volume de 304 m³ pris à la crue pour les émergences.

15.2.5.2 Compensation de l'ouvrage

En phase travaux et en phase exploitation, les compensations se font sur site par l'arasement de deux petites buttes et des démolitions permettant de libérer une surface de 487 m² et un volume de 324 m³, et par la création d'un bassin de compensation d'un volume de 330 m³ contribuant à la compensation globale à l'échelle de la Seine, ou par toute solution équivalente. Le bassin de compensation est réalisé sur l'emprise du site et est équipé d'un dispositif de temporisation afin d'assurer un remplissage par tranche altimétrique de 50 cm. Un dispositif de vidange autonome permet de vider le bassin. Toute solution équivalente ou ajustement des dimensions est portée à la connaissance du service police de l'eau avant sa réalisation.

Les mesures de compensations sont réalisées avant la construction de l'ouvrage annexe afin de préserver les surfaces et volumes d'expansion de la crue.

15.2.6 Gare de Créteil l'Echat

L'ouvrage se situe dans le prolongement de la gare existante, dont elle assure la correspondance. La cote du terrain naturel est de 33.29 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Seine est de 35.48 m NGF.

15.2.6.1 Emprise de l'ouvrage

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable représente une surface de 1740 m² et un volume de 797 m³ pris à la crue. Pour l'aménagement CHU Mondor (liaison entre le parvis de la gare et les espaces publics de l'Hôpital Henri Mondor), l'emprise au sol du chantier en zone inondable est de 1 115 m² ce qui représente un volume de 525 m³ pris à la crue. En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 10 221 m² et un volume de 2 105 m³ pris à la crue pour les émergences. L'aménagement CHU Mondor présente une surface de 1 115 m² et un volume de 525 m³ pris à la crue.

15.2.6.2 Compensation de l'ouvrage

En phase travaux, les compensations se font en partie sur site permettant de libérer une surface de 455 m² et un volume de 218 m³. Les volumes restant sont à compenser à l'échelle globale de la Seine sur le secteur des Ardoines, en lien avec l'article 15.2.1.2. Sur cette gare, des évolutions d'emprise sont envisagées (potentielle augmentation de la superficie de plus de 1 ha qui permettrait la création d'un bassin de gestion de la crue dont le volume reste à déterminer). Les nouvelles propositions de compensations devront être transmises au service police de l'eau.

En phase exploitation, les compensations se font sur site par démolition des bâtiments existants sur les parcelles concernées par l'aménagement.

15.2.7 Ouvrages dans le lit majeur de la Marne dans le département du Val-de-Marne

Un bassin de compensation provisoire, entièrement dédié à la compensation hydraulique des ouvrages annexes Rue du Port (OA 1101P) et Impasse Abbaye (OA 1003P), est réalisé. Il se situe sur un site localisé en rive droite de la Marne sur la commune de Saint-Maur-des-Fossés (94), à l'amont immédiat de la passerelle du Halage qui traverse la Marne. Le site se trouve sur la rive directement opposée de l'emprise de l'ouvrage 1101P et en aval immédiat du Pont de Créteil (RD86 ou avenue de Verdun).

Un décaissement compensatoire de 800 m³ en prise directe avec la Marne est réalisé de façon pérenne permettant d'assurer la compensation hydraulique pour les ouvrages OA 1001P et OA1003P

Le site fait partie du Domaine Public Fluvial (DPF) et la gestion est assurée par Haropa.

La compensation du bassin offre une surface de 388 m² et un volume d'environ 800 m³.

Ce bassin sera végétalisé et en eau la majeure partie de l'année. Le projet est compatible avec le développement spontané d'une zone de frai de poisson.

Les caractéristiques du bassin sont indiquées en page 42/85 du porter-a-connaissance n° 4 (n° IOTA 01 0005 2048).

15.2.7.1 Ouvrage annexe Rue du Port à Créteil

L'ouvrage se situe au niveau du croisement de la rue du Cap et de la rue du Port.

La cote du terrain naturel est de 34.15 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Marne est de 35.77 m NGF.

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable est de 365 m² ce qui représente un volume de 1 075 m³ pris à la crue, compensé en partie sur le site par un bassin spécifiquement dédié, et au niveau du bassin de compensation hydraulique présenté au 15.2.7.

En phase exploitation, l'ouvrage définitif présente une surface de 219 m² et un volume de 388 m³ pris à la crue pour les émergences. Une étude est en cours pour la compensation de l'ouvrage. La solution définitive de la compensation, sa localisation, sa description (dispositif de temporisation, dispositif de vidange, ...) et son dimensionnement sont à transmettre au service chargé de la police de l'eau avant que les fouilles ne soient plus inondables.

15.2.7.2 Ouvrage annexe Impasse Abbaye à Saint-Maur-des-Fossés

L'ouvrage se situe au niveau du croisement de la rue de l'Abbaye et du quai Beaubourg.

La cote du terrain naturel est de 36.71 m NGF et la cote des Plus Hautes Eaux Connues (P.H.E.C.) de la Marne est de 37.93 m NGF.

En phase travaux, l'emprise au sol du chantier en zone inondable est de 363 m² ce qui représente un volume de 882 m³ pris à la crue. La compensation se fait en partie sur site par le biais d'une fosse à déblais (206 m³), et au niveau du bassin de compensation hydraulique présenté au 15.2.7.

En phase exploitation, une étude est menée par le bénéficiaire pour la compensation de l'ouvrage en phase exploitation. La solution définitive de la compensation, sa localisation, sa description (dispositif de temporisation, dispositif de vidange, etc.) et son dimensionnement sont à transmettre au service police de l'eau avant que les fouilles ne soient plus inondables.

ARTICLE 5 : Mesures compensatoires à la destruction de 410 m² de frayères au droit de la gare de Pont-de-Sèvres et à l'installation fluviale de l'Ile-de-Monsieur (rubrique 3.1.5.0)

Les dispositions à l'article 16 de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation n° 2016/934 du 1^{er} avril 2016 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La surface de frayère, de zones de croissance ou de zones d'alimentation de la faune piscicole impactées par la création de la gare de Pont-de-Sèvres et d'une desserte fluviale au droit de l'ouvrage annexe de l'Ile-de-Monsieur, est respectivement de 302m² et de 108m².

Les mesures compensatoires sont réalisées à l'échelle de la Seine, prioritairement à proximité des zones impactées sur des secteurs présentant les mêmes espèces que les zones impactées.

Des mesures de restauration écologique peuvent être proposées par la SGP à l'échelle de la Seine et/ou de la Marne en plus des mesures compensatoires. Ces mesures de restauration écologiques sont mises en place après validation du service chargé de la police de l'eau.

Les tronçons de berges présentant des herbiers aquatiques denses à moyennement denses sont préservés.

Les mesures compensatoires sont de qualité écologique au moins équivalente à celle du milieu impacté.

Les mesures compensatoires ne doivent pas conduire à réduire les surfaces et volumes offerts à l'expansion des crues de la Seine.

Les dispositions des articles 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté inter-préfectoral n° 2016-934 du 1^{er} avril 2016 relatives à la phase travaux s'appliquent.

La solution de compensation initiale sur l'île de Monsieur ayant été abandonnée, une mesure de compensation de ces destructions est mise en oeuvre par la création de zones de frayères pour les espèces phytophiles et litho-phytophiles en rive droite du bras Est de la Seine le long de l'île Saint-Germain à Issy-les-Moulineaux.

Un porter-a-connaissance avec la description de l'état initial (qualité des substrats aquatiques en lien avec la reproduction piscicole et des futures frayères, leurs localisations et leurs surfaces), et un plan de gestion et de suivi sur 30 ans est transmis pour validation avant la fin d'année 2025.

En cas de besoin, des pêches de sauvegarde sont réalisées. Les demandes sont à adresser sous le format prévu par l'arrêté ministériel du 6 août 2013 modifié fixant en application de l'article R. 432-6 du code de l'environnement la forme et le contenu des demandes d'autorisations prévues au 2° de l'article L. 432-10 et à l'article L. 436-9 du code de l'environnement.

La compensation réunit les conditions hydrauliques suivantes lors de la période de février à juillet :

- le chenal est hydrauliquement connecté au fleuve par au moins une entrée d'eau et une sortie d'eau ;
- Le chenal est libre d'obstacle empêchant la circulation piscicole au sein de la frayère ;
- Le chenal est en eau sans interruption entre les prises et sorties d'eau ;
- La vitesse de courant maximale mesurée est inférieure à 0.3 m/s ;
- Pour tout profil en travers du chenal par rapport aux écoulements, la lame d'eau est de 20 cm minimum dans la frayère en étiage et augmente jusqu'à +20 cm en période normale par rapport à la référence de niveau observée à ce jour, avant relevé des niveaux par une sonde.

Le débit d'étiage appliquée au secteur de la frayère de l'île-Saint Germain correspond à la valeur seuil de 210 m³/s, conformément à l'arrêté préfectoral 2020-58 du 10/06/2020 relatif au barrage de Suresnes.

En fin de période de reprise, si les plantations ne se sont pas développées, elles sont à relever et à replanter.

Une entrée par l'aval est privilégiée selon un axe parallèle à l'écoulement pour éviter l'accumulation de déchets et de dépôts alluvionnaires, mais des entrées sont également réalisées en amont.

Ces entrées doivent être résistantes au batillage, attractives pour les poissons et compatibles avec la bathymétrie locale (pentes). Les zones créées ou reconstituées sont protégées notamment contre le batillage. Le cas échéant, un haut fonds est créé au droit et en amont des zones de frayères.

En cas de développement d'espèces végétales envahissantes dans les aménagements, le pétitionnaire prend sans délai les mesures pour éradiquer les plants en prenant soin de ne pas disperser les essences végétales dans le milieu naturel. Aucune espèce envahissante n'est introduite.

16.1 Phase travaux

Les caractéristiques des ouvrages sont indiquées en page 58 et 59 du porter-à-connaissance n° 01 0005 2048 actualisé et transmis le 14 août 2024

En préalable aux travaux, le bénéficiaire fait réaliser un état des lieux de l'hydrologie de la zone concernée : périodes et durées d'enneigement, surfaces immergées.

Les zones de frai, de croissance et d'alimentation présentes à proximité du site des travaux sont balisées avec des bouées durant la phase préparatoire aux travaux, avant le passage d'engins et durant les travaux en Seine afin d'éviter tout impact.

Le bénéficiaire prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute destruction de la faune et de la flore présente sur les emprises de travaux.

En cas de destruction de la ripisylve, des opérations sont menées pour favoriser sa régénération naturelle ou des plantations effectuées le long des berges concernées avec des essences autochtones adaptées dans l'année suivant les travaux.

Les plantations doivent aboutir à la reconstitution d'une ripisylve au moins équivalente en matière de densité.

De nouvelles plantations sont réalisées tant que cet objectif n'est pas atteint. La régénération de la ripisylve est conduite de manière à ne pas générer d'obstruction de la Seine.

En préalable aux travaux, les espèces végétales envahissantes sont identifiées et circonscrites. Leur présence sur les zones de chantier est signalée et des mesures préventives sont mises en place pour éviter les vecteurs de propagation : éloignement de la circulation des engins de chantier, nettoyage des engins de traitement, etc.

Les espèces végétales envahissantes sont arrachées et traitées. Pendant toute la durée du chantier, toutes les dispositions sont prises pour ne pas favoriser l'implantation ou la dissémination de ces espèces dans le milieu.

En cas de prélèvement d'espèces envahissantes, la remise à l'eau est interdite. Tout matériel ou engin devant descendre dans l'eau ou travailler sur les berges en contact avec l'eau doit être nettoyé avant de se rendre sur un autre site aquatique.

Les travaux sont réalisés en dehors de la période de reproduction piscicole (février à juillet), et avant la fin de l'année 2025.

Avant le lancement des travaux, le bénéficiaire fournit le calage altimétrique finalisé à la Police de l'eau et à l'OFB pour validation.

Les plans de récolement des ouvrages réalisés, sont transmis au service police de l'eau au plus tard un mois après la fin des travaux.

16.2 Suivi et entretien

Les mesures compensatoires sont référencées par le bénéficiaire dans l'application GEOMCE dans un délai d'un mois à compter de la finalisation globale de leur mise en place. Le pétitionnaire transmet au service police de l'eau des fiches de pré-enregistrement relatives à ces mesures pour validation avant le versement de ses données dans l'application.

Le suivi et l'entretien des mesures compensatoires sont réalisés pendant une période de 30 ans par le pétitionnaire au travers d'un plan de gestion précisant :

- la nature et la fréquence des vérifications du bon fonctionnement des mesures ;
- les modalités d'entretien des mesures (enlèvement des flottants et des embâcles, retrait manuel des dépôts suite à une crue, etc.).

Le bénéficiaire s'assure auprès de Voie Navigable de France, que durant la période de mesure, les données récoltées correspondent effectivement à une situation « normale » en termes d'exploitation des barrages en aval et qu'il n'est pas prévu de changement significatif du mode de gestion du bief dans les années à venir.

Le plan de gestion est transmis pour validation préalable avant la fin d'année 2025 au service chargé de la police de l'eau et à l'office français de la biodiversité afin de pouvoir vérifier les garanties techniques et financières des actions envisagées.

Les agents chargés de la mise en œuvre de ce plan de gestion sont formés à la compréhension de la fonctionnalité écologique des berges et à la valorisation de la biodiversité rivulaire.

Le plan de gestion prévoit d'évaluer, selon un planning qui est détaillé dans le porter-à-connaissance n°01 0005 2048 actualisé et transmis le 14 août 2024 et qui sera précisé par le plan de gestion fourni avant fin 2025, le degré de maturité des espaces créés par des inventaires faunistiques et floristiques (formations végétales et évolutions dans le temps, odonates, ichtyofaune).

Les résultats de ce suivi sont transmis annuellement au service chargé de la police de l'eau. En fonction des résultats du suivi, des mesures correctives pourront être demandées au pétitionnaire.

Le cas échéant, avant la fin de la période de suivi, le pétitionnaire transfère la gestion des aménagements à une collectivité, une association ou la Fédération de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique et communique au service police de l'eau ses coordonnées.

ARTICLE 6 : Prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales sur les gares, le SMI et les ouvrages annexes (rubrique 2.1.5.0)

Les dispositions de l'article 20 de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation n° 2016/934 du 1^{er} avril 2016 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le pétitionnaire consigne sur un registre les éléments du suivi de l'ensemble des installations dédiées à la gestion des eaux pluviales ci-après :

- les incidents survenus ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des différents équipements composant les installations pluviales.

Ces éléments sont insérés dans le cahier de suivi de l'exploitation.

Le présent article pourra être modifié en fonction des choix des rejets d'eaux pluviales des gares, ouvrages annexes et projets connexes qui ne seront connus qu'après la date de publication du présent arrêté.

Le pétitionnaire recherche en priorité le rejet des eaux pluviales au milieu naturel plutôt que dans les réseaux d'assainissements. Le choix définitif concernant la gestion des eaux pluviales de cet espace est transmis, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, au

service chargé de la police de l'eau. Des prescriptions complémentaires au présent arrêté pourront être édictées pour encadrer ces travaux.

Les volumes de rétention en phase exploitation et les points de raccordements définitifs sont indiqués dans le porter-à-connaissance n° 4 enregistré sous le numéro IOTA 01 0005 2048 en page 38/96. »

ARTICLE 7 : Publication, notification et information des tiers

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs ainsi que sur le site internet des services de l'État dans le Val-de-Marne, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et la Seine-et-Marne pendant une durée minimale de quatre mois. L'arrêté est également adressé à chaque Conseil municipal et autorités consultées durant l'instruction conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait de l'arrêté est affiché dans les mairies concernées pendant une durée minimale d'un mois pour y être consulté. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires concernés.

Une copie de l'arrêté est par ailleurs déposée dans les mairies concernées et peut y être consultée.

L'arrêté est notifié au bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 8 : Infractions et sanctions

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté est susceptible de sanctions prévues aux articles L. 171-8 et R. 216-12 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 : Délais et voies de recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 9.1 Recours contentieux

En application des articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le demandeur ou le bénéficiaire a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Melun, au 43 rue du Général de Gaulle, case postale n° 8630, 77008 Melun Cedex.

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou, si cette dernière est postérieure, de la publication de la décision sur le site internet des préfectures concernées.

Ce recours peut être déposé auprès de cette juridiction administrative par voie postale, sur place auprès de l'accueil de la juridiction ou par le biais de l'application <https://www.telerecours.fr/>.

Article 9.2 Recours non contentieux

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Madame la préfète du Val-de-Marne, 21-29 Avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil ;
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - 92055 La Défense.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 10 : Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis, le président de la Société des Grands Projets, le président-directeur général de la Régie Autonome des Transports Parisiens et la Société Nationale des Chemins de Fer, les maires des communes de Bagneux, Boulogne-Billancourt, Châtillon, Clamart, Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Meudon, Montrouge, Saint-Cloud, Sèvres, Vanves dans le département des Hauts-de-Seine, Alfortville, Arcueil, Bonneuil-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Cachan, Champigny-sur-Marne, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Créteil, Ivry-sur-Seine, Joinville-le-Pont, L'Haÿ-les-Roses, Maisons-Alfort, Saint-Maur-des-Fossés, Santeny, Thiais, Valenton, Villejuif, Villiers-sur-Marne, Vitry-sur-Seine dans le département du Val-de-Marne, Champs-sur-Marne et Emerainville dans le département de Seine et Marne, Noisy-le-Grand dans le département de Seine-Saint-Denis, et la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète déléguée pour l'égalité des chances
Préfète du Val-de-Marne par intérim



Véronique DEPREZ-BOUDIER

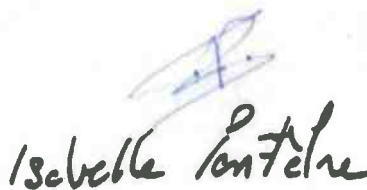
Pour le préfet des Hauts-de-Seine
Le secrétaire général

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Pascal GAUCI

La préfète déléguée pour l'égalité des chances
Préfète de la Seine-Saint-Denis par intérim



Pour le préfet de Seine-et-Marne
Le secrétaire général

Le préfet de Seine-et-Marne
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Sébastien LIME

ANNEXE



Figure 1 : Gare de Vitry centre - Epaisseur de terre sur la toiture végétalisée



Figure 2 : Vue aérienne du site de compensation hydraulique « Haropa » et de son voisinage proche à l'état actuel

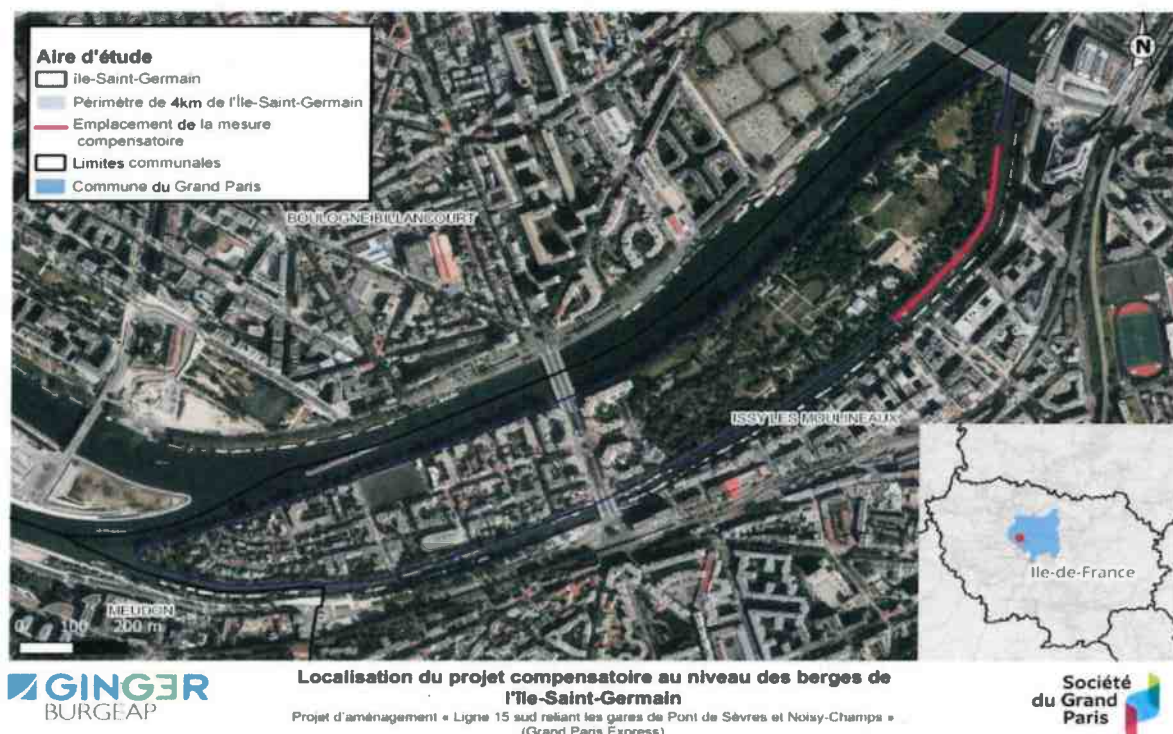


Figure 5 : Localisation de la mesure compensatoire frayère

